



Déclaration préalable au titre de la FSU

CTSD mardi 18 juin 2019

LA FSU milite depuis très longtemps pour une baisse des effectifs dans les classes comme levier de réussite. Le gouvernement semble avoir entendu et a annoncé une généralisation des dédoublements à toutes les classes de GS en éducation prioritaire et un plafonnement à 24 de CP-CE1 pour l'ensemble du territoire pour la rentrée 2020. La FSU s'en félicite mais s'inquiète dès maintenant de mesures prises toujours à moyens constants. Nous le voyons encore cette année avec la suppression des postes de plus de maître que de classe en REP. Si le ministère a compris qu'un des principaux leviers pour la réussite de tous nos élèves c'est la baisse notable des effectifs alors il faut la généraliser à tous les niveaux de la petite section au lycée.

Les enseignants se sont à plusieurs reprises mobilisés pour rejeter le projet de loi de l'école dite de la confiance, des réformes du bac du lycée et du lycée professionnel. L'entêtement du ministre a conduit les collègues du second degré, à l'action ultime par une grève, hier, le jour de l'épreuve du bac de philo. Le projet de loi de l'école dite de la confiance revu par la commission mixte paritaire jeudi dernier permet de conserver quelques éléments fondateurs de la culture scolaire de l'école primaire mais tous les dangers n'ont pas été écartés. Ainsi, la volonté de limiter la liberté d'expression des enseignants, les cadeaux faits à l'école privée, la création d'établissements locaux d'enseignement international réservés aux classes sociales favorisées et actant une école à plusieurs vitesses, la porte ouverte aux remplacements assurés par des étudiants sans concours ni formation, la suppression de l'organisme indépendant d'évaluation des politiques éducatives (Cnesco)... demeurent et nous continuerons à les dénoncer.

La FSU revendique une école de la république pour la réussite de tous

La FSU s'étonne de la mise en place très rapide des Pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL) alors même qu'aucune évaluation ni bilan de cette expérimentation n'a pu avoir lieu. Il ne faudrait pas que ces PIAL soient un moyen de réaliser des économies en mutualisant l'accompagnement des élèves au détriment d'un accompagnement individualisé prescrit par les MDPH. La FSU craint que sous prétexte de résoudre les difficultés de recrutement des personnels AESH et répondre au mieux aux besoins des élèves et des familles, l'accompagnement mutualisé généralisé sera surtout l'occasion d'exploiter encore plus ces personnels précaires (EDT variables, divers lieux d'exercice, différents élèves accompagnés...) sans prévoir l'amélioration de leurs conditions de travail ni la revalorisation.